



**Mission conjointe du groupe de travail protection
Evaluation de la situation des nouveaux arrivées sur le site de Kinjandi
Diffa, Niger
12 juillet 2017**

Introduction

Depuis le mois de juin 2017, la région de Diffa a connu la recrudescence des attaques, incursions, kidnapping et tueries perpétrés par le groupe armé non étatique Boko Haram. Avant l'attaque au camp de Kablewa le 28 juin, la population du camp dénombrait 16 166 (chiffres de la DREC). Cette situation a créé des mouvements pendulaires des populations et/ou des déplacements de population dans le département de Nguigmi, commune de Kablewa et vers la commune de Gueskerou. A la suite de ces attaques, l'autorité régionale a pris la décision d'identifier un nouveau site potentiel pour relocaliser les personnes déplacées internes. En effet, signalons la relocalisation volontaire de 362 réfugiés sur 492 enregistrés dans le camp de Kablewa qui, choisi de rejoindre le camp de Sayam Forage. Certains IDPs se sont dirigés vers les sites spontanés à Nguigmi et d'autres sur les sites le long de la RN1 (notamment Kindjandi et Garin Wazam). L'attaque de Ngelewa, ayant occasionné la mort de 9 personnes et 37 autres kidnappées a également causé d'autres déplacements non organisés (voir la note de monitoring protection du 10 juillet).

Les acteurs humanitaires ont mené une première évaluation multisectorielle sur le nouveau site identifié par les autorités vers Kablewa et dans les sites situés le long de la RN1. De ces évaluations, il ressort globalement que la situation de ces déplacées est très préoccupante, notamment les personnes à besoins spécifiques. Les risques de protection auxquels font fassent les IDPs et la population autochtone se sont exacerbés. Le cadre de vie est précaire, il y a risque de perte des vies humaines en raison entre autres de l'insécurité, des intempéries, des conflits intercommunautaires, au manque d'eau et de vivres. Ces personnes se retrouvent dans un contexte où leur situation de protection est fragile. Il y a une augmentation des risques de cas d'exploitations, des Violences basées sur le Genre, de séparations familiales susceptible à occasionner des enfants non accompagnés et enfants séparés et des risques d'accès à l'assistance humanitaire. Notons aussi le risque de stigmatisation de ces déplacés du camp de Kablewa par les populations autochtone, induits par la crainte d'infiltration de BH pour perpétrer des violences dans ces zones.

Deux semaines après les attaques perpétrées par le groupe armé Boko Haram, les déplacés se retrouvent entre autres sur différents sites spontanés et sans assistance, les exposant davantage à des risques de violation des droits de l'homme graves. Cependant, le groupe de travail protection, souhaite attirer l'attention des autorités régionales, des bailleurs des fonds, des partenaires humanitaires et de la population sur les dangers qu'encoure la population des localités concernées. Suite à la détérioration

de la situation sécuritaire au niveau de Kablewa et ses alentours, à la date du 12 juillet 2017, environ 446 ménages se sont installés sur le site de kintchandi en deux positions dont certains se trouvent à côté du goudron et d'autres à l'extrémité du village. Il s'agit des déplacés internes composés de Boudouma et Kanouri en provenance du village et camp de Kablewa, N'guelewa, Sansané et Tchetcheno. Certains sont avec leur jeton de déplacés et d'autres les ont perdus au moment de la fuite et elles sont sans pièce d'identité.

Pour évaluer l'état de ces déplacements (mouvements), le groupe de travail Protection a jugé nécessaire d'effectuer une mission conjointe d'évaluation rapide de la situation. La mission conjointe du GTP s'est tenu le 12 juillet 2017. Les organisations suivantes ont participé : CARE, COOPI, DRC IRC, OXFAM, Plan International, MAH, Save the children, SFCG, World Vision, UNHCR.

Objectif

L'objectif de cette mission conjointe était de compiler les informations sur les risque de protection mais également en vue de les prévenir et y trouver des réponses d'urgences, mais aussi sur les expériences des nouveaux déplacés femmes, hommes, garçons et des filles dans le site des personnes déplacées à Kinjandi.. Les groupes de discussion ont été conçus pour fournir un aperçu de leur situation depuis le déplacement de Kablewa.

Cette mission n'était pas conçue pour fournir des données quantitatives au sujet de la prévalence des problèmes de protection, mais les informations ci-après doivent être référencées comme une analyse de la situation. Les constatations présentées ici peuvent servir à orienter et ou à renforcer les activités et interventions existantes ou prévues spécifiques à la protection.

Méthodologie

Pour accéder rapidement à des informations qualitatives sur la protection parmi la population déplacée à Kindjandi, la méthodologie d'évaluation a été les groupes de discussion. La discussion a été conduite suivant un guide comportant un ensemble de problématiques de protection.

Cinq groupes de discussion (FGDs) ont été menés à Kinjandi. Les discussions des groupes ont été menées avec les participants similaires de sexe/âge. Par le biais des FGDs, l'équipe s'est adressée à environ 40 personnes (8 enfants de moins de 13 ans, 10 femmes, 10 adolescentes [entre les âges de 13 et 18], hommes et 8 adolescents [entre les âges de 13 et 18]).

Résultats des cinq discussions de groupe

ENFANTS

Il ressort des discussions avec les enfants déplacés qu'ils sont arrivés sur le site de Kindjandi avec leurs parents. Les enfants vivent dans des conditions précaires, les parents et les enfants (filles et garçons) vivent sous les mêmes huttes (abris de fortune) trop exigüés. Il est reconnu que cette situation accentue les risques de VBG, en sachant que des enfants sont confrontés au mariage précoce dans leur communauté.

Les enfants ont généralement un sentiment de sécurité sur le site car ils pensent que même s'il n'y a pas des militaires sur place, ces derniers peuvent intervenir à tout moment. Il n'y a pas de restriction de mouvement sur le site et de ce fait, les enfants vont dans les espaces de jeux du site de Kindjandi. Ils n'ont pas de problème de cohabitation, cependant il arrive que les autres enfants les empêchent de

toucher à leurs jouets (ballon). Certains enfants ayant vécu l'attaque kamikaze en sont traumatisés et ne souhaitent plus retourner à Kablewa. Certains enfants ont vu les corps des kamikazes, mais ils disent que jusqu'à présent ils pensent encore à ces images inédites.

A cause du manque d'eau sur le site de Kindjandi, les enfants partent chercher de l'eau et également du bois de chauffe ce qui les expose au risque d'exploitation. Les enfants savent qu'ils doivent informer leurs parents en cas de problème qui à leur tour partagent avec les leaders communautaires.

Il y a le manque d'eau sur le site et ce sont les enfants qui partent chercher de l'eau et du bois de chauffe, ce qui les expose au risque d'exploitation.

Beaucoup d'enfants ne disposent pas d'acte de naissance, d'où le risque d'apatridie pour les enfants, tous les 8 enfants interviewés n'ont pas d'acte de naissance. Mais, ils connaissent l'importance des documents en cas du voyage. L'école est loin du site, ils craignent que la fréquentation soit un problème pour les enfants.

Ils reconnaissent l'existence du mariage précoce au sein de leur communauté, les jeunes filles sont mariées à 12 ans et les garçons entre 17 et 19 ans. Il y a beaucoup des filles mariées précocement sur le site, ce qui constitue un risque énorme.

Pour les enfants, les PBS ont accès au centre de santé et l'eau potable moyennant 5 nairas. Il n'existe pas de latrines, c'est difficile surtout pour les personnes en situation de handicap de parcourir des longues distances pour faire leurs besoins.

On note aussi la présence des enfants à risques notamment des orphelins et des enfants qui sont avec des personnes âgées sans ressources.

Les besoins prioritaires exprimés par les enfants sont entre autres :

- Alimentaire ;
- abris et NFIs ;
- eau potable ;
- espaces de jeu ;
- appui psychosocial
- chaussures et habits pour les enfants ;
- machines à coudre pour occuper les enfants plus âgés ;
- école pour la prochaine rentrée ;

JEUNES FILLES

Une équipe a réalisé un focus groupe avec un groupe de jeunes filles au nombre de 10 dont l'âge varie entre 13 et 16 ans. Ces jeunes filles sont toutes de l'ethnie Boudouma et vivent sur ce nouveau site depuis environ une semaine et sont originaire de Blatoungour (déplacés internes).

Les participantes notent qu'elles ont encore un sentiment d'insécurité pour des raisons d'enlèvement, des tueries et de déchiqùement des corps dont elles sont témoins sur le camp de Kablewa. Leur mouvement est restreint à l'extérieur de leur communauté de peur d'être enlevées par Boko Haram. Le mouvement de la population est consécutif à une attaque et les raisons qui l'ont engendré persistent toujours. Les participantes notent qu'elles n'envisagent un retour à leur localité d'origine que lorsque la sécurité règne totalement.

Les personnes à besoins spécifiques ont accès aux soins de santé. L'accès à l'eau demeure une préoccupation pour toute la population. Depuis leur premier déplacement, certaines ont abandonné l'école. Quelques-unes étaient inscrites sur le camp de Kablewa aux écoles d'urgence. La sécurité alimentaire est très mauvaise et les enfants sont le groupe le plus affecté.

Le mariage forcé, la violence psychologique (menace), par les parents d'obéir à leur commandement, l'agression physique le déni de ressource sont entre autres les incidents fréquents cités dans leur communauté. Les participantes notent également que les personnes ne se sentent pas confortables à rapporter des cas d'abus dans leur communauté, parce que ce sont généralement les parents qui sont les auteurs de ces incidents. Elles entendent parler de ce thème par le groupe de femme sur le camp. Les participantes notent qu'on trouve des cas des enfants séparés et des orphelins vulnérables.

La relation d'avec leurs hôtes est dans des très bons termes. Le bien alimentaire, l'accès à l'eau à boire et l'accès à une activité génératrice de revenu sont leurs besoins prioritaires.

Leurs canaux d'information sont le chef de la communauté, la radio, de bouche à oreille, les travailleurs sociaux. Le comité de protection en incluant les enfants est le meilleur moyen de recevoir des informations sur la protection.

Le déni d'accès à l'assistance et la restriction de la liberté de mouvement sont les problèmes auxquels font face les personnes avec handicap dans la communauté. Les bébés, les filles de 13 à 17 ans et les personnes de plus de 60 ans sont les catégories d'âge les plus exposés dans leur communauté. Les femmes chef de famille de plus de 18 ans, les ENA de moins de 18 ans et les personnes avec handicap sont les plus vulnérables, notent les participantes. Une seule des participantes dispose d'un certificat de naissance.

A l'avenir, les participantes affirment l'intention de rester sur le site actuel jusqu'à ce que l'état prend les dispositions pour sécuriser toute la zone afin d'envisager un retour à leur localité d'origine.

JEUNES ADOLESCENTS GARCONS

Selon le groupe des jeunes adolescents interviewés, la majorité des nouveaux déplacés appartiendrait à l'ethnie Boudouma. Suite à la crainte et due aux psychoses des nouvelles attaques, enlèvement et tueries, ces populations ont initié un déplacement volontaire et non encadré et ou orienté par soit le gouvernement ou les agences humanitaires.

La plupart de ces nouveaux déplacés ont déjà duré plusieurs jours à partir de la date du 6/07/2017 et comme dans leur pensée initiale, leur assurance sécuritaire dans le site de Kindjandi n'a pas changé en cette date d'aujourd'hui. Le choix de Kindjandi s'explique pour ces jeunes par les liens d'affinités d'ethnie qui les unissent avec les déplacés présents/ vivants sur le site. Leur mouvement dans le site ne cause pas de problème au point qu'ils circulent « même pendant les heures tardives ».

A part leur représentant traditionnel appelé « Boulama », ces jeunes estiment ne pas être au courant de l'existence d'un autre mécanisme de recours/des plaintes au cas où leurs droits étaient abusés.

Par rapport aux incidents de protection ou des VBG, les jeunes rencontrés jugent précoce de répondre à cette question car ils viennent à peine de s'installer et jusque-là ils n'ont rien subi comme défis de protection.

Il est important de signaler que deux parties dans le site sont concernées par ces nouveaux déplacés et la seule partie située sur l'axe gauche de la route principale présente des conditions d'accueil sans conflit communautaire ou des leadership alors que la deuxième partie sur l'axe droit au Nord fait déjà sujet de discussion et pourrait dans l'avenir être à la cause des conflits entre les autochtones et les IDPs.

La seule condition à ces jeunes de retourner à Kablewa doit se définir par le retour garanti de la paix et de leur sécurité car ils estiment être la cible des terroristes et des militaires du gouvernement.

Au cas où cette condition n'est pas satisfaite : « nous allons continuer à avancer et on ne s'arrêtera pas », ils ont déclaré.

HOMMES ADULTES

Le focus groupe était animé pour discuter avec le groupe cible qui est composé des hommes âgés de 18 à 59 ans au nombre de 8, dont une personne vivant avec handicap. Ainsi à l'issue des discussions, il ressort des points suivants :

Le site est abrité par des Boudouma qui sont majoritaires, des Kanouri, des Haussas et des Peulhs. Du point de vue sécuritaire, les participants affirment depuis six jours qu'ils sont là, on ne note aucun incident sécuritaire, ni même des arrestations arbitraires. Il n'y a pas de restriction pour les mouvements de la population sur le site ainsi que dans le village de Kindjandi.

La population a accès aux services sanitaires mais le manque d'information sur la gratuité des soins constitue un obstacle majeur. Pour les PBS, certains préjugés comme par exemple, il faut avoir de l'argent pour se faire traiter, leur empêche d'accéder aux services sanitaires.

Quant aux enfants, ils fréquentaient l'école avant le déplacement. Actuellement, ils sont en vacance. Il est prévu leur inscription dès la rentrée.

Pour le moment, aucun incident de protection n'a été signalé. En cas de problème, le représentant du chef de village est informé et il remonte l'information à qui de droit. Aucun incident de VBG n'a été signalé à ce jour mais les dispositifs communautaires de prévention sont mis en place telle que la sensibilisation.

Il y a certes, des chefs de famille qui ont laissé certains membres de leur famille à Kablewa village le temps de venir s'installer. Les hommes consultés ont déclaré : « Nous sommes comme chez nous ici. Pas de problème particulier ».

Les besoins les plus prioritaires exprimés sont :

- les biens alimentaires ;
- l'accès à l'eau ;
- les abris ;
- ustensiles de cuisine ;
- habits pour enfants ;
- voir accès à l'éducation.

Ils reçoivent les informations de bouche à oreilles, par le téléphone, par les travailleurs humanitaires, les chefs des tribus ainsi que par les leaders religieux. Les groupes les plus exposés sont les personnes âgées et les personnes vivant avec handicap. Certains parmi les déplacés détiennent des cartes d'identité nationale, des cartes d'électeur. D'autres par contre ne disposent que des cartes de ration. Il a été signalé que l'obtention des actes de naissance pour les enfants nés dans le centre de santé, ne poserait pas des problèmes. Par contre, pour les cas des naissances à domicile, et déclaré en dehors du délai légal, constitue un gap et expose certains au risque d'apatridie, car dans ce contexte, les familles sont obligées à payer des amendes pour obtenir l'acte de naissance de leurs enfants. Les raisons qui empêchent l'accès aux documents seraient pour la plupart le manque de moyens avec pour conséquence les difficultés l'impossibilité de voyager et d'accès aux services d'assistance tel que la distribution des vivres et NFI dans les sites.

FEMMES ADULTES

Le FGD avec le groupe des femmes fait ressortir des cas de femmes à risques tel que des femmes enceintes, des femmes seules, des femmes chefs de familles y compris des femmes veuves et des vieilles, qui sont des malades chroniques qui ont besoin d'être suivies. .

Les premières femmes qui ont quittés, déclarent avoir fait deux jours de marche à pied avant d’arriver à destination et leurs bagages seraient restés sur le camp de kablewa. Elles ont été exposées, pendant la fuite, au soif et à la faim en cours de chemin. Mais d’autres ont été aidé en véhicules par des bonnes volontés.

Les femmes ont fait le choix du site de Kindjandi conjointement avec leurs maris. Les facteurs du choix étaient la distance avec la frontière Nigériane et l’approche du goudron. Elles ont déclaré être en sécurité dans le site de Kindjandi, car il fait partie des sites qui n’ont jamais été attaqué contrairement à Kablewa.

Les femmes affirment que si les leaders communautaires du site ne soulèvent aucun problème sur leur installation et qu’elles arrivent à accéder l’assistance en vivre et non vivre, elles vont rester définitivement à Kindjandi. Elles se sont installées dans les camps des autochtones. Pour le moment, personne ne les a demandés de quitter. Elles vivent dans des cabanes délabrées avec une cohabitation massif de 6 ou 7 ménages et se désaltèrent. Elles se nourrissent grâce aux aides sociales (partage des autres déplacés qui ont pu prendre avec eux leurs vivres ou des résidents et anciens déplacés) mais très insuffisantes face aux besoins. Leurs conditions d’hygiène et assainissement est très critique (manque de douche, latrine, ustensile de cuisine, couverture, natte etc.)

Leurs besoins exprimés les plus urgents : identification et recensement, vivres, eau, NFI, abris, WASH, le suivi des personnes à besoin spécifique ainsi que l’appui psychosocial face aux traumatismes.

Recommandations

Besoins urgents/ Observations

Observations	Besoins urgents/prioritaires reportes	Risques éminents	Recommandations
	Vivres	Certaines familles ont fui avec le reste des vivres distribué par PAM mais les jeunes évoquent déjà une famine apparente car fin stock.	Qu’il y ait assistance en vivres et surtout tenir compte des familles à plusieurs charge d’enfants/ membres.
	Abri	Les déplacés sont exposés pendant la pluie Certains ménages partagent les tentes déjà déchirées d’où risque d’abus	Distribution en urgence d’abris afin de mettre ces déplacés dans des conditions minimales et mitiger les risques d’abus
	L’eau	L’accès à l’eau est difficile, moins fréquent	Placer un autre bladder pour ravitailler les nouveaux déplacés afin de prévenir même les conflits
Autres besoins à considérer			
Toilettes	Pas des toilettes dans tous les coins	<ul style="list-style-type: none"> • Risques de maladies et surtout en cette période 	Construction urgente des latrines séparées (homme femmes) pour prévenir les

		<p>pluvieuse et épidémie d'hépatite E</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les filles/ femmes sont exposées aux abus sexuels 	maladies et les risques de protection
Environment	Risque des grandes inondations	<ul style="list-style-type: none"> • Certains ménages sont à risque des fortes inondations et des maladies car ils habitent proches des eaux d'inondations 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire une analyse technique en termes de besoin de relocaliser ces ménages vers les endroits avec moindre risques et aussi mener des activités de préventions contre les inondations dans le site. • Distribuer des moustiquaires imprégnées pour prévenir le paludisme suite à l'insalubrité
Protection des enfants	Pas de mécanisme en place pour prévenir ou répondre aux besoins des enfants	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines familles ont accueillis des enfants séparés sans un mécanisme de documentation « risques d'exploitation » • Pas un seul moyen d'encadrement ou de prise en charge psychosocial, d'où risques de plus de détresses psychologiques et de délinquance pour les adolescents 	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier tous les enfants séparés dans ce site et formaliser leur placement sur base des standards • Renforcer les capacités de parrainage positif pour minimiser les risques • Envisager la réintégration des jeunes et adolescents dans les activités des life skills et renforcer les formations professionnelles • Impliquer activement les leaders communautaires, les femmes et les enfants dans les sensibilisations contre le mariage précoce • Donner un appui psychosocial selon besoin
Perte ou absence des pièces d'identité	Besoin en pièce d'identité	<ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes ne sont plus permis de quitter les sites pour soit aller à Diffa ou à hier sauf seulement rentrer dans le camp de Kablewa comme ils disposent des cartes des camps 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un mécanisme d'enregistrement des déplacés • Renforcer la sensibilisation sur les actes de naissance • Faire les audiences foraines selon les besoins

		<ul style="list-style-type: none"> • Risques d'arrestations arbitraires par les forces de défense et sécurité • Perte totale d'initiative de résilience 	
Communication, information	Aucun mécanisme de communication ni d'information en faveur des personnes déplacées	<ul style="list-style-type: none"> • Risquer d'être abusé, exploité par des personnes prétendant les aider • Risque des tensions communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin immédiat d'un système d'échange d'information sur les services, le mécanisme de plaintes, etc. • Sensibiliser les parents sur les risques de protection auxquels les enfants peuvent être confrontés en partant à la recherche de bois de chauffage et en faisant des travaux dépassant leur capacité notamment la corvée d'eau • Sensibilisation sur la coexistence pacifique
VBG	Manques de système de référencement formalisé des cas VBG sur le site	<ul style="list-style-type: none"> • Les cas ne sont pas rapportés ou dénoncés, assistance n'est pas fournie 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mécanismes d'appui psychosocial et un système de référencement des incidents de protection et VBG • Avoir un dispositif de prévention et réponse aux incidents de protection et de VBG dans cette partie du site • Mener les activités de sensibilisation sur les VBG et sur l'accès aux services de VBG • Distribution des kits de dignité aux filles et femmes les plus vulnérables
Education	Actuellement, vacances scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que sur le site il y a assez de capacités pour 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les parents pour assurer l'inscription de leurs enfants à l'école

		accepter les nouveaux arrivés lors de la rentrée scolaire	
--	--	---	--